

Recrutement des jeunes dans la fonction publique: Québec met un frein à la pub télé

Michel Corbeil

Il n'y aura pas de grande offensive à la télé pour recruter des jeunes dans la fonction publique. Le déclenchement de la campagne électorale de 2008, une politique en devenir de gestion du personnel et l'amorce des négociations dans le secteur public ont coupé les ailes aux publicistes.

Québec - La présidente du Conseil du trésor, Monique Gagnon-Tremblay, a confirmé avoir mis un frein au contrat accordé par son prédécesseur Monique Jérôme-Forget.

L'entente contractuelle prévoyait le versement de 3 millions\$ à la firme Amalgame Créativité Stratégique. Un tel montant représentait du jamais-vu au Conseil du trésor pour une firme ou un consultant, ces dernières années, selon la liste des contrats consultée par Le Soleil.

Or, précise l'entourage de la ministre Gagnon-Tremblay, à peine 363 000 \$ ont été engagés. Le reste sera dépensé dans un avenir très incertain. Les plans pour la mise en ondes de capsules de publicité sont sur les tablettes. Seul le volet prévoyant la conception de kiosques pour des sorties sur les campus a été réalisé.

En entrevue à l'Assemblée nationale, la ministre a reconnu que le lancement du scrutin est venu contrecarrer le projet de sa collègue qui tenait à l'époque la barre au Trésor. «Si la publicité avait été diffusée en campagne électorale, cela aurait pu être comptabilisé» comme dépenses électorales, a répondu la députée-ministre de Saint-François. «Nous aurions pu être blâmés.»

À sa nomination comme ministre, elle s'est abstenue de donner le feu vert à Amalgame. Monique Gagnon-Tremblay a révélé qu'elle jonglait avec une politique de gestion du personnel qui peut changer la donne pour le recrutement. «Avec la négociation qui s'en vient [avec les employés de l'État], inévitablement, nous devons toucher à la gestion des ressources humaines.»

Sa réflexion porte aussi bien sur la perspective de récompenser au mérite les fonctionnaires que sur la façon de tenir des concours d'embauche. «Peut-on revoir cela [...] pour attirer et retenir davantage les jeunes dans la fonction publique?» La ministre s'est demandé si les diplômés étaient suffisamment pris en compte.

Par contre, les besoins de l'État sont inchangés pour la main-d'oeuvre. D'ici trois courtes années, pas moins de 10 000 fonctionnaires partiront à la retraite. Cela signifie qu'il faudra trouver 5000 recrues, selon la politique qui prévoit de ne remplacer qu'un départ sur deux. «C'est inévitable», a laissé tomber Mme Gagnon-Tremblay.

Certaines spécialités souffrent déjà de pénurie de candidats, a précisé la ministre. C'est le cas des informaticiens, des ingénieurs et des actuaires, a-t-elle donné en exemple.

En toile de fond apparaît la nécessité de donner à la génération montante une meilleure image du fonctionnaire. «Effectivement, il faut valoriser cette fonction publique pour que les jeunes y soient attirés.»

La présidente du Conseil du trésor a vanté ce qui a été fait, au printemps, sur les campus collégiaux. Elle a insisté sur le fait qu'elle n'avait pas abandonné l'idée d'une campagne grand public.

«Nous n'avons pas mis un terme à ça [l'idée d'utiliser la publicité à la télévision]. C'était juste que c'était prématuré» de le faire. Si campagne télévisée il y a, il n'est pas exclu qu'Amalgame conserve le mandat.